

Nordstream2 vs LNG made in USA: un survol géopolitique

L'énergie, un nouveau vecteur de la rivalité
Etats-Unis / Russie en Europe



Dr Philippe Sébille-Lopez Ph.D

Directeur Géopolia

Cette présentation sommaire préfigure une étude multi-clients livrable en juin 2019:

Nordstream2 vs LNG made in USA

ou

comment l'Europe pourrait manquer de gaz naturel au 1er janvier 2020

L'étude analysera notamment les enjeux opérationnels autour de Nordstream2 et leurs conséquences sur les approvisionnements en gaz de l'Europe à court-moyen terme.

GEOPOLIA

Geopolitics & Energy Advisory

contact@geopolia.com



Tel: +33 1 48 25 66 05

Plan de la présentation

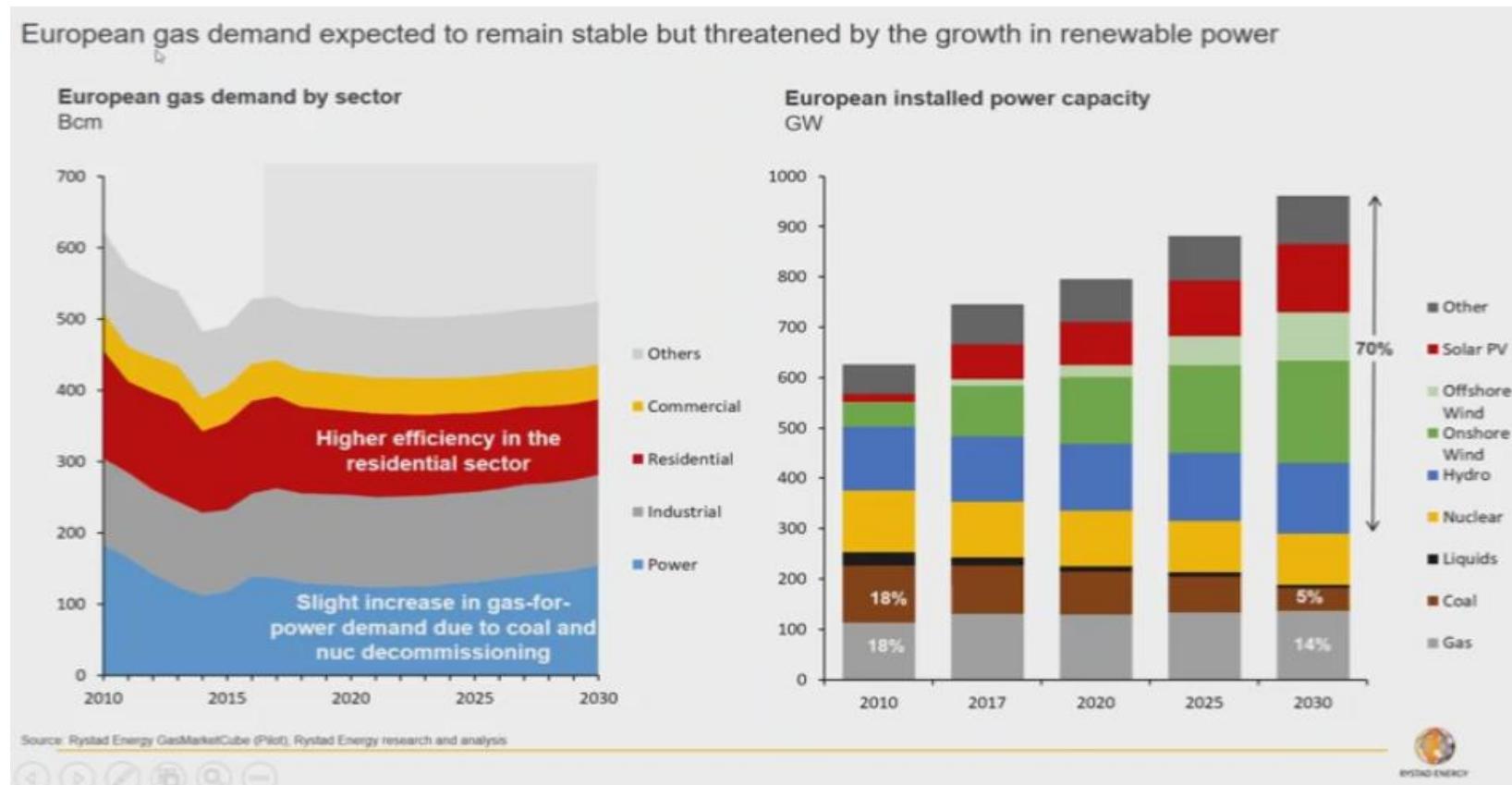
- Introduction
- 1/ Le GNL US et la stratégie de Washington en Europe
- 2/ Le gaz russe et la stratégie de Moscou en Europe
- 3/ l'Ukraine et l'UE dans ce rapport de force est-ouest
- Conclusion

Introduction: contexte global et européen

- Les enjeux énergétiques entrent dans une phase de complexité croissante:
 - La révolution des O&G dits « de schiste » aux Etats-Unis est bien réelle: mais est-elle durable (jusqu'à quand) et transposable ailleurs ? Pour répondre à ces 2 questions, il faudrait sans doute aussi distinguer le cas de l'huile de celui du gaz
 - La transition engagée vers les énergies renouvelables complexifie aussi les enjeux
 - La géopolitique mondiale de l'énergie est profondément et durablement en transition
- La géopolitique mondiale est elle aussi en pleine (r)évolution
 - Dislocation des blocs, éclatement des sociétés, émergence de nouveaux acteurs: les fragmentations polymorphes se multiplient et s'accélèrent
 - Multiplication et intrication croissante aussi de problématiques globales non résolues sur fond de multilatéralisme déclinant et d'alliances stratégiques mouvantes: le nouveau désordre international
 - Une constante: énergie et défense restent largement indissociables
 - L'UE : une politique étrangère introuvable doublée d'une vision économique encore très imparfaite
 - L'OTAN, pilotée de Washington, est devenue, faute de mieux, l'un des ersatz de la politique étrangère européenne introuvable, et les enjeux autour de Nordstream2 en sont une nouvelle illustration.

L'équation gazière européenne (UE+)

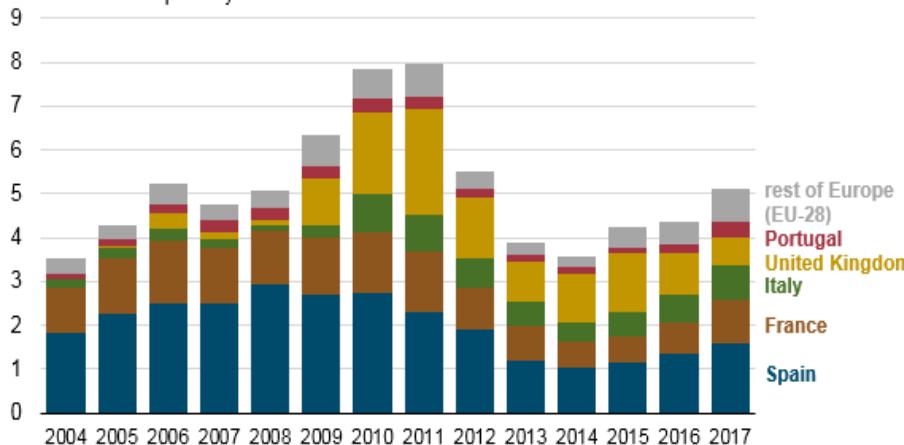
- Le niveau de la hausse de la demande de gaz dans l'UE est très incertain, malgré le déclin de la production domestique, du fait notamment de la part à terme des RNV.



Sur ces prévisions récentes de Rystad, il semble que la part du gaz naturel dans le mix électrique européen devra être plus importante que 14% d'ici 2030 pour stabiliser le système. La part des RNV intermittents pourrait donc être un peu moins importante qu'ici. Le prix de la tonne de CO₂ ne peut être le seul paramètre de base d'une politique énergétique continentale, précisément pour des impératifs de sécurité énergétique.

Le GNL en Europe et dans le monde

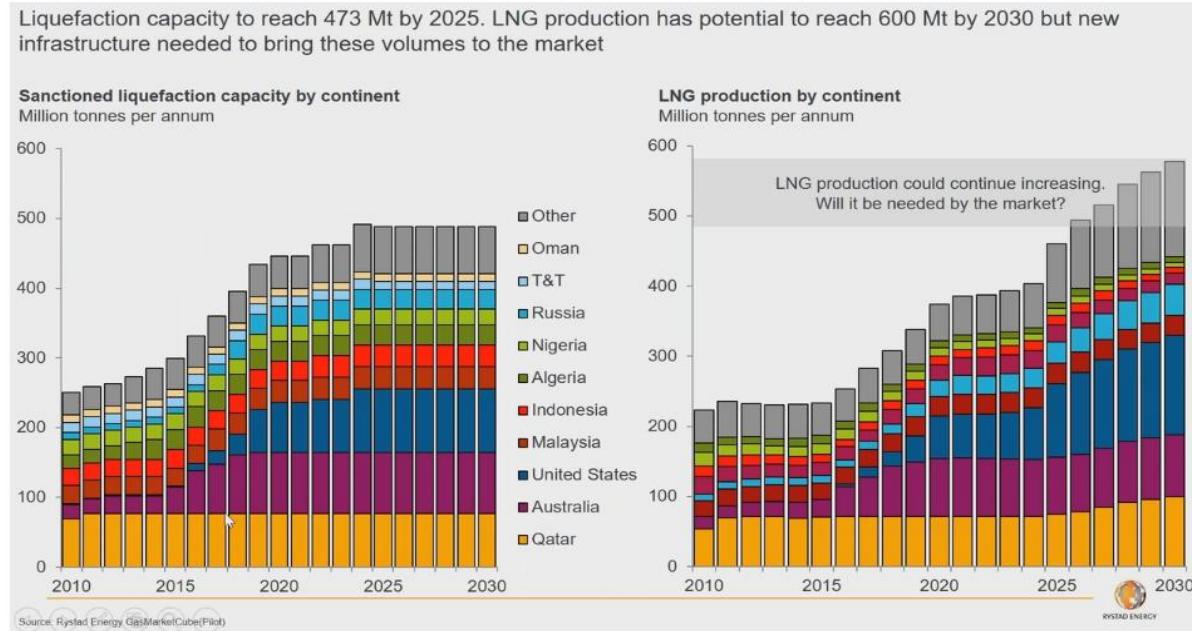
Europe liquefied natural gas imports, net of re-exports (2004-2017)
billion cubic feet per day



La demande de GNL de l'UE est encore loin d'être stabilisée. Les capacités de regazéification sont pourtant prévues en augmentation malgré des taux d'utilisation autour de 30% en 2018. L'AIE prévoit que les importations de GNL en Europe (UE+) augmenteront de près de 20% d'ici 2040 par rapport au niveau de 2016, ce qui semble assez peu.

Les Etats-Unis vont être bien sûr le *Game changer* du marché GNL, en quête d'importants débouchés commerciaux à trouver rapidement pour assurer un développement optimal de ce nouveau secteur, lui-même nouveau vecteur de la puissance des USA.

Source Rystad, mars 2019



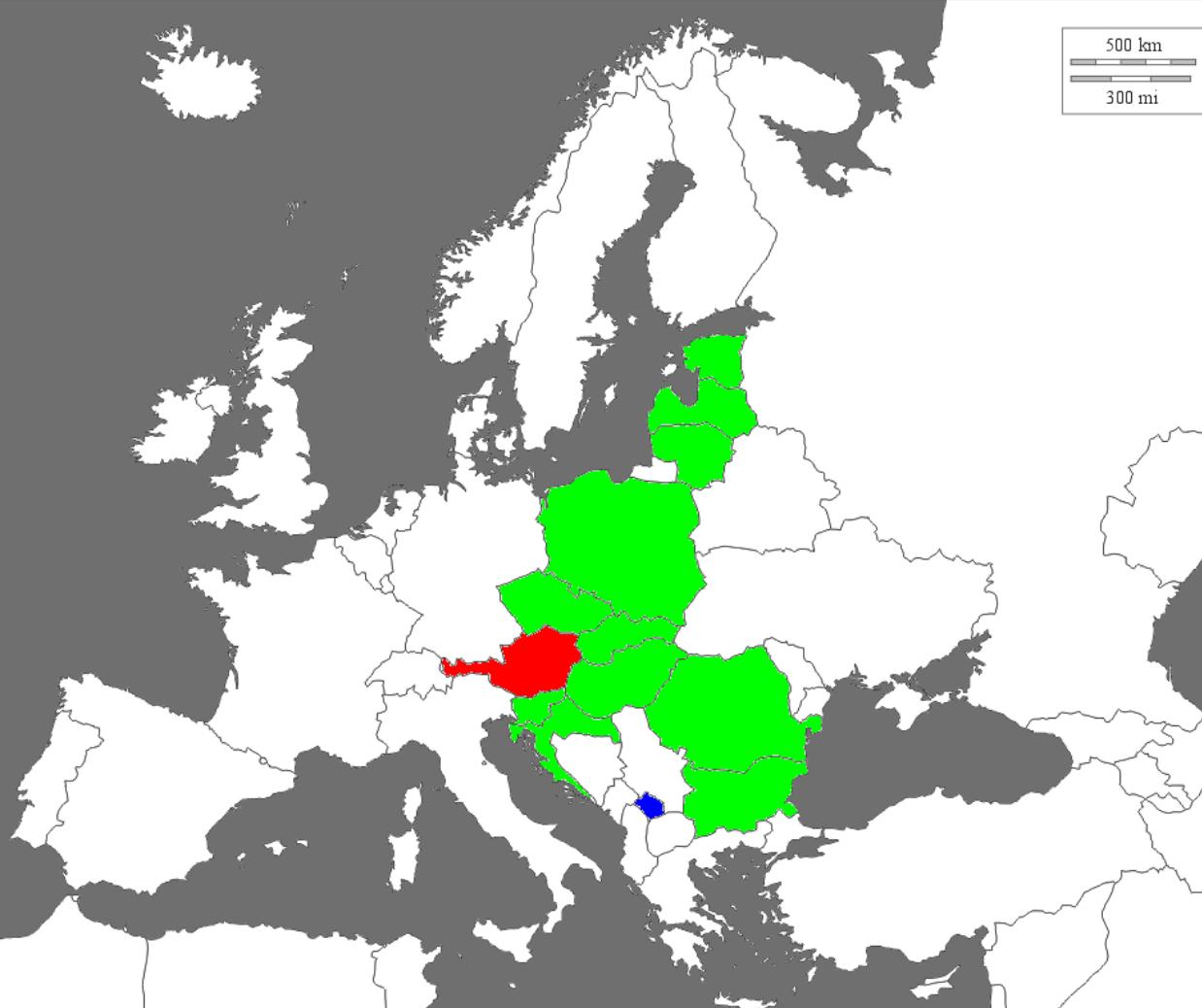
Norsdtream2 est devenu un projet politique pour tous les acteurs

- Les 3 principaux acteurs européens concernés (Allemagne, Russie, Ukraine) auraient pu s'entendre sur une base économique, et *in fine* ils le devront.
- Mais le contexte post Crimée, avec les pressions US et les tensions intra-UE, a fait de Nordstream2 un nouveau champ de la rivalité US/Russie sur fond de mise en valeur de la révolution des O&G de schiste aux USA. Ce dernier élément est désormais clairement affiché et revendiqué par l'administration Trump comme un nouveau vecteur de puissance des Etats-Unis au service de son objectif officiellement assumé de «domination énergétique».
- On sait pourtant que l'énergie utilisée comme une arme politique est souvent une arme à double tranchant. Par ailleurs, n'est-ce pas ce que l'administration Trump reproche précisément à la Russie de Vladimir Poutine, à savoir l'instrumentalisation politique de ses ressources gazières ?

1 / Les Etats-Unis et l'Europe: Guerre froide et post Guerre froide, «à l'ouest rien de nouveau»

- **Vu d'Occident:**
 - Nord Stream 2 permettrait à Moscou d'acheminer directement annuellement 110 bcm de gaz de Russie vers l'Allemagne, soit presque ¼ de la demande annuelle de l'UE et 55% de toutes les exportations gazières russes à destination de l'Europe.
 - Moscou dépendrait moins de l'Ukraine qui a l'inverse y perdrat une rente substantielle, sapant ainsi l'objectif stratégique des États-Unis et de l'UE visant à apporter un soutien diplomatique et économique à Kiev dans son conflit avec Moscou, soutien qui existait déjà au sein d'autres administrations US depuis l'effondrement de l'URSS.
- **Vu de Moscou:**
 - Il s'agit à la fois de se prémunir contre la stratégie américaine d'élargissements successifs de l'OTAN en Europe
 - Et de contrer le projet BABS (acronyme anglais pour Baltic, Adriatic & Black Sea) de Washington qui vise à concrétiser en Europe le nouveau vecteur de la stratégie US, celui de la « domination énergétique », en instrumentalisant notamment le rapport à l'OTAN des pays d'Europe de l'est, ex-membres du défunt Pacte de Varsovie et naturellement très antirusses, ce qui se comprend aisément. Ce projet des Etats-Unis vise à construire un corridor énergétique (mais pas que) orienté nord-sud et utilisant leur GNL acheminé via ces 3 mers, pour contrer les exportations russes par gazoducs vers l'Europe orientées est-ouest.

Le projet US d'initiative des 3 mers (BABS)



Sommet de lancement: août 2016 à Dubrovnik (invité OBOR); Juillet 2017, Varsovie (invité D. Trump); Septembre 2018, Bucarest (J-C Juncker, Rick Perry)

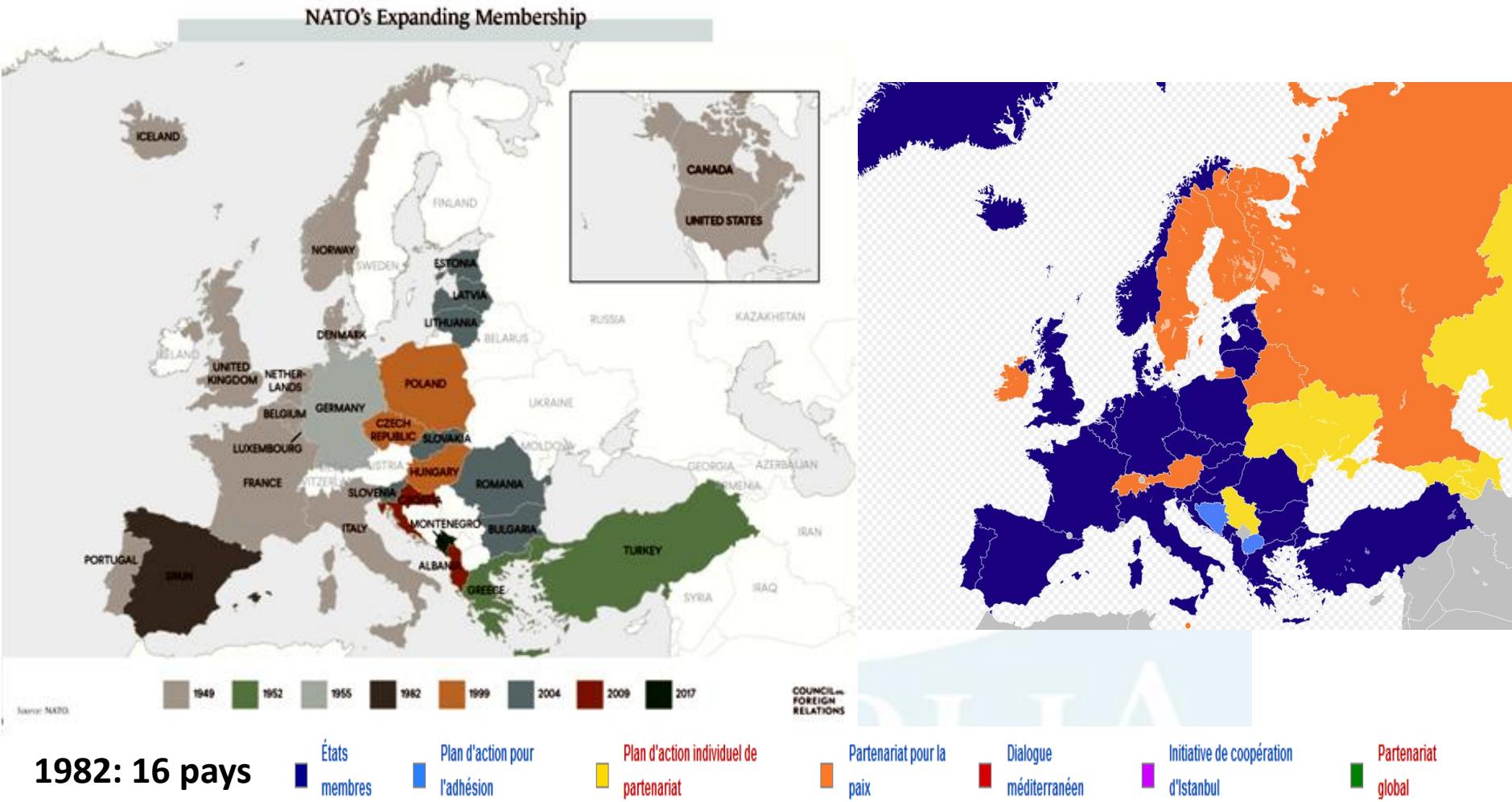
Objet: plan stratégique axé Energie, Transport, Digital (et Défense)

Avec qui ? 12 pays (dont 11 nouveaux membres OTAN et de l'UE et l'Autriche, pays neutre)

Kosovo: dès 1999, création d'une base US, camp Bondsteel, prêtée à la KFOR, et occupée ensuite notamment par des forces alliées de Pologne, Lituanie, Roumanie, Grèce...et Ukraine.

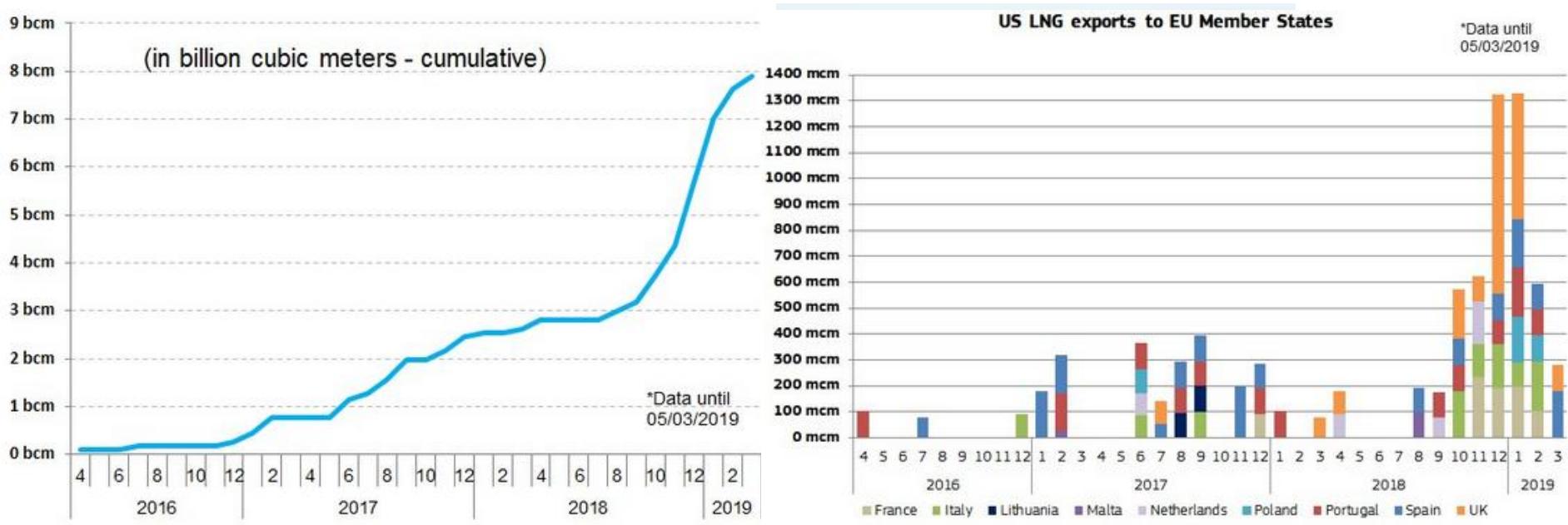
Objectif stratégique: contenir les intérêts de la Russie et de la Chine en Europe; réduire la dépendance européenne au gaz russe en offrant de nouvelles opportunités aux GNL US (déclaration de D. Trump sur « a good price », car le GNL US est plus cher que le gaz russe). Ce prix ne dépend évidemment pas de l'exécutif US, sauf sur le volet développement de la filière aux USA via un cadre réglementaire et fiscal favorable.

OTAN: élargissements (de 12 à 30 pays dont 22 UE) et statuts divers



Un nouveau format d'adhésion baptisé «dialogue intensifié» apparaît au sommet OTAN de Vilnius en avril 2005. Deux pays vont en bénéficier, l'Ukraine et la Géorgie. Pour l'Ukraine, ce plan d'action spécial sera signé en avril 2005, juste après la « Révolution orange »; Géorgie en 2006. **70 ans de l'OTAN 3,4 avril 2019 à Washington: l'obsession des dépenses sans analyse du contenu des hausses et objectif mer Noire...**

Le GNL made in USA à l'assaut du marché de l'UE



Source: Commission européenne, 8 mars 2019

De septembre 2018 à février 2019, les Etats-Unis sont devenus le 3^{ème} fournisseur GNL de l'UE avec une part de marché de 12%, devant l'Algérie et derrière le Qatar et le Nigeria, selon la Commission européenne.

L'offensive dipolomato-énergétique US sur l'Europe

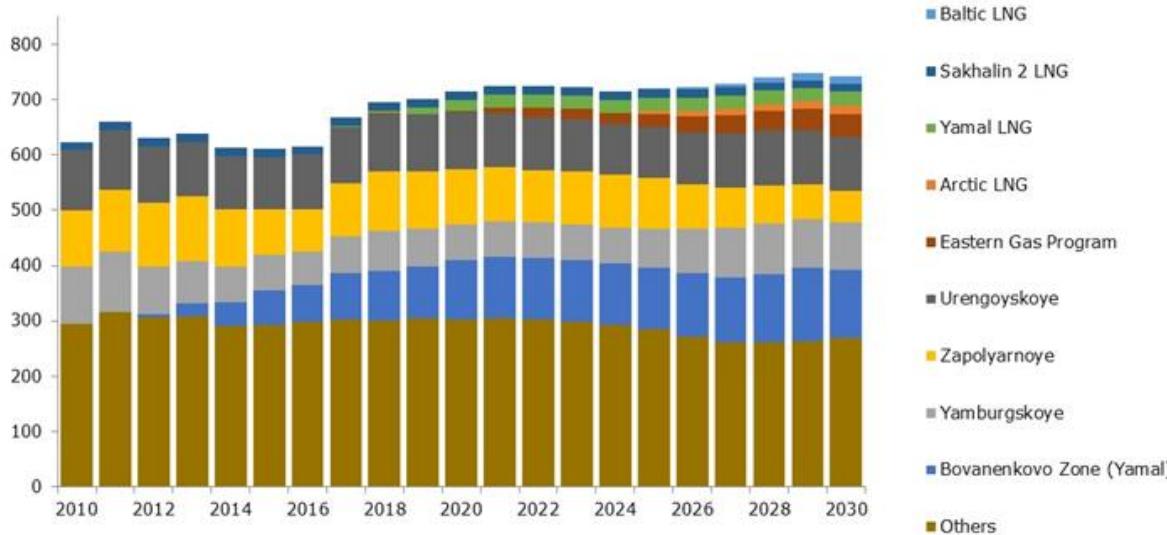
- Le projet BABS a été fortement dynamisé et accéléré avec l'élection de Trump et sa doctrine: « Energy Independance & Energy Dominance » élaborée d'avril à juin 2017
- 25/7/2018: J-C Juncker à Washington pour initier une coopération énergétique renforcée avec D. Trump, sur fond de menaces de sanctions commerciales US contre l'UE (joint statements 25/7/2018 puis 8/3/2019)
- Rick Perry à Bucarest, septembre 2018 pour le projet BABS annonce le lancement du Partnership for Transatlantic Energy Cooperation (PTEC) et son corridor énergétique Nord/sud traversant les pays d'Europe de l'est.

Le volet législatif du PTEC: le *European Energy Security and Diversification Act* introduit au Congrès US le 28/2/2019 (loi bipartisane Johnson/Murphy), avec un budget de 1 md USD pour initier et favoriser des projets énergétiques US en Europe de l'est.

- Après les sanctions US contre la Russie, des sanctions contre les entreprises européennes partenaires sur Nordstream2 ?
- Renforcement très important des ventes d'armes US à l'Ukraine déjà acté pour 2019
- Il y a cependant certaines contradictions dans la politique de l'administration Trump en vue de la domination énergétique
 - Maintien d'une autorisation d'exportation du DoE pour les cargaisons GNL hors FTA (libre échange)
 - Chine: un bras de fer commercial vraiment très inopportun pour le GNL US au moment même où ce dernier doit trouver un maximum de débouchés commerciaux et alors que la Chine constituait potentiellement un client naturel de tout premier plan
 - Iran: un *regime change* au pays des 2^{ème} réserves mondiales de gaz ? Avec quelles conséquences GNL ?
 - Sans parler des sanctions US contre l'Iran et le Venezuela tout en reprochant à l'OPEP de favoriser la hausse des cours du brut en ne produisant pas assez, et ceci alors même que cette hausse des cours était indispensable aux producteurs US de LTO, surtout après la chute des cours en 2016 et 2017.

2 / La stratégie gazière de la Russie en Europe (aperçu)

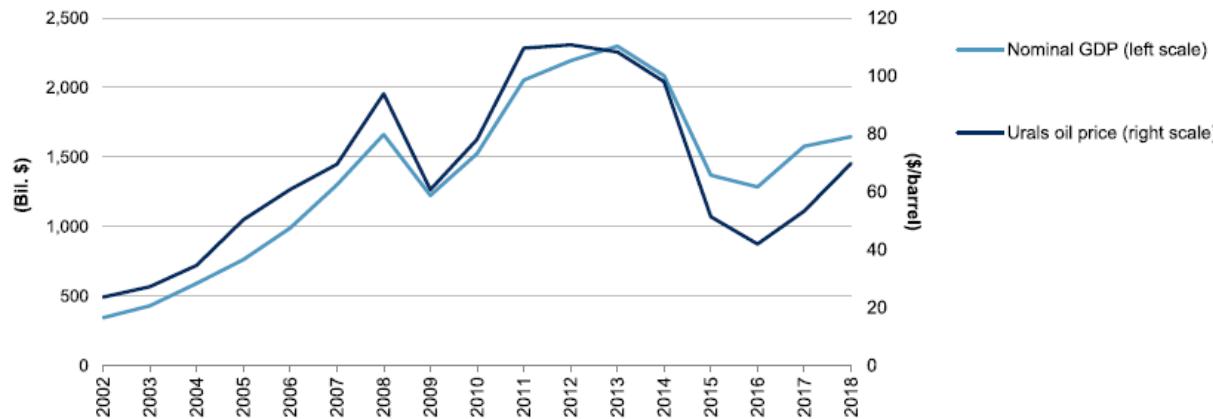
Evolution future de la production gazière russe en bcm (source Rystad mars 2019)



- Les flux gaziers venant de Russie vers l'Europe ne devraient pas augmenter fortement; si la Russie parvient à augmenter ses capacités de production, l'Asie devrait être le nouveau marché à développer (de nouveau concurrence évidente avec les USA)
- Le gaz russe, a fortiori sans droit de transit, a les moyens de rester moins cher que le GNL US, même si l'abondance de l'offre GNL pourrait conduire les vendeurs à proposer aux acheteurs des systèmes d'indexation du prix rassurants et donc de plus en plus « originaux »
- Gazprom - Novatek: une complémentarité gazière (destinations et saisonnalité) et fiscale pour le Kremlin
- Gazprom est aussi en embuscade sur des projets gaziers en Méditerranée.

Le poids économique de la rente des hydrocarbures

Russia's Nominal GDP In U.S. Dollars And The Price Of Oil



Sources: Rosstat, Datastream.

Copyright © 2019 by Standard & Poor's Financial Services LLC. All rights reserved.

Russian Federal Budget's Breakeven Oil Price*



e-Estimate. *Oil price under which the federal budget is balanced at the primary level. Sources: Russian Ministry of Finance, S&P Global Ratings estimates.

Le poids économique des hydrocarbures russes en chiffres

Russia's Merchandise Exports 2014-2018

	2014 (BIL. \$)	2018 (BIL. \$)	Share 2014 (%)	Share 2018 (%)
Agricultural products	18.9	24.9	3.8	5.5
Mineral products	350.9	291.5	70.5	64.8
Energy (including oil, gas, coal)	346.2	286.7	69.5	63.7
Oil	153.9	128.3	30.9	28.5
Oil products	115.9	78.3	23.3	17.4
Natural gas	55.2	49.5	11.1	11.0
LNG	5.2	5.4	1.1	1.2
Chemicals	29.1	27.4	5.8	6.1
Wood, pulp and paper	11.6	13.9	2.3	3.1
Textiles and footwear	1.1	1.2	0.2	0.3
Precious stones and metals, jewelry	11.8	10.1	2.4	2.2
Metal and metal products	40.5	44.5	8.1	9.9
Machinery and transport equipment	26.3	29.1	5.3	6.5
Other	7.6	7.4	1.5	1.6
Total merchandise exports	497.8	450.0	100.0	100.0
Urals oil price, \$/barrel	98.0	69.8		

Source: Federal Customs Service of Russia, Datastream, S&P Global calculations.

Total hydrocarbures dans les exportations de biens de la Russie

2014: 330 md\$ soit 66 % des exportations
2018: 261 md\$ soit 58 % des exportations

La part du gaz s'établit autour de 50 md\$/an et 11% du total des exportations de biens contre 45% à 55% pour le pétrole et les dérivés pétroliers.

Après des années difficiles et malgré les sanctions, l'économie russe se reprend très légèrement et commence à diversifier davantage ses exportations, notamment agricoles en augmentation.

Avec 200 bcm d'importation de gaz russe en 2018 et 1/3 pour les pétroles, l'Europe apporte presque la moitié des recettes hydrocarbures qui contribuent pour 40% au budget fédéral russe. C'est l'un des grands griefs de D. Trump envers les européens.

La stratégie russe face à l'OTAN en Ukraine

La Russie dispose d'un budget militaire 10 fois inférieur à celui des Etats-Unis, sans même ajouter les forces militaires des alliés dans l'OTAN.

La menace militaire russe est exagérément amplifiée et instrumentalisée par Washington comme un épouvantail pour mieux défendre ses intérêts en Europe. Car la Russie a compris, pour sa part, avant même l'effondrement de l'URSS, qu'elle n'avait plus les moyens d'être en compétition avec les USA dans ce domaine. D'où la stratégie qualitative d'investissements ciblés de Moscou surtout dans des secteurs d'avenir comme les missiles hypersoniques (mach5) et bien sûr le cyberspace, avec dans ce dernier cas tout l'éventail des pouvoirs de nuance que ce secteur stratégique désormais essentiel constitue déjà en temps de paix et a fortiori en temps de guerre. Un choix à la fois économique et stratégique.

L'annexion de la Crimée, à l'origine des sanctions prises contre la Russie par les US et l'UE, est certes contraire aux principes du droit international. Mais elle a été au moins en partie, si ce n'est légitimée, du moins entérinée par un référendum dont le résultat n'est guère contestable. Par ailleurs, historiquement, la Crimée n'a jamais été à proprement parler ukrainienne, des invasions au Moyen-âge jusqu'à l'époque où les nomades Tatars d'origine turco-mongole, se sont sédentarisés sur cette presqu'île, suivie de la conquête ottomane. Vers la fin du XVIIème siècle, c'est Catherine II qui reprendra la Crimée aux Ottomans et l'annexera à l'empire russe. Ce n'est qu'en 1954, que Nikita Khrouchtchev, par un décret de 8 lignes, en fera don à l'Ukraine.

Avec la Crimée, c'est aussi et peut-être surtout, la base navale de Sébastopol, le port d'attache de la flotte militaire russe de la Mer Noire, qui constitue à lui seul un enjeu stratégique majeur pour la Russie.

Le Donbass, dans ce contexte, devient un pare-choc anti adhésion à l'OTAN et aussi un levier de pouvoir et/ou une monnaie d'échange dans les inévitables négociations à venir entre Kiev et Moscou sur leurs futures relations et pas seulement en termes de volumes de gaz en transit.

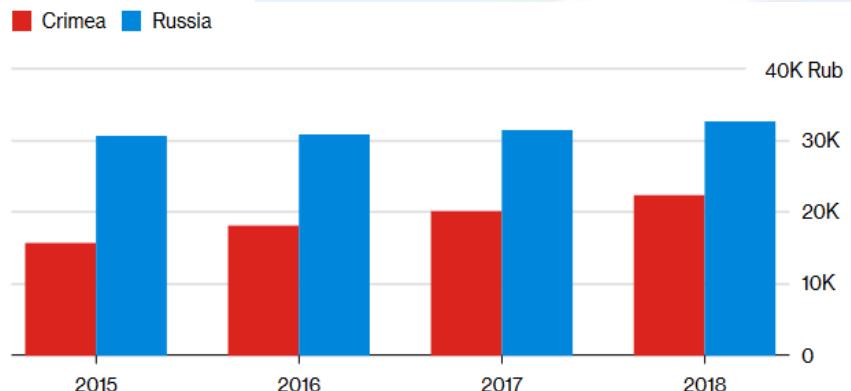
Les moyens d'action de la Russie en Ukraine sont nombreux et divers, des plus positifs aux plus négatifs. Malgré les mauvais souvenirs laissés notamment durant la période stalinienne par certaines décisions prises à Moscou concernant l'Ukraine, l'histoire commune entre ces 2 pays a tissé des liens qui seront plus difficiles à rompre que dans le cas des pays satellites du pacte de Varsovie. Les oligarques ukrainiens, aujourd'hui encore soutiens indispensables de toute forme de pouvoir à Kiev, ont souvent fait fortune en Russie et parfois inversement.

Il y a enfin des dissensions majeures, aux Etats-Unis comme au sein des pays de l'OTAN en Europe, sur l'intérêt stratégique de l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN.

Ukrainiens et Russes sont les seuls à véritablement détenir les clés de leurs futures relations mutuelles. Il serait dangereux et contreproductif que des pays tiers ajoutent de l'huile sur le feu.

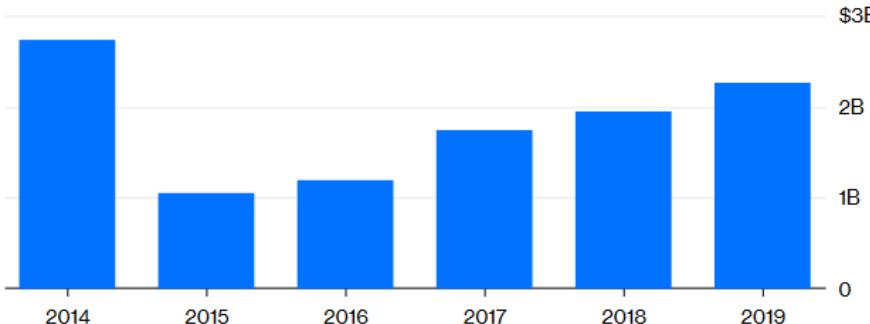
Le coût direct de l'annexion de la Crimée pour Moscou

Depuis l'invasion de la Crimée et les sanctions, le revenu moyen russe stagne autour de 30.000 roubles par mois (459€), alors qu'il a progressé en Crimée de 40% (15.700 rbl à 22.200 rbl), via un clientélisme redistributif efficace de Moscou.



Source: Russian Federal Statistics Service

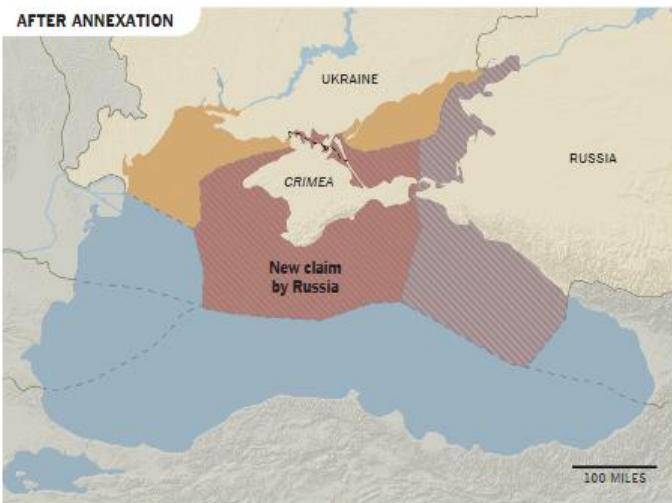
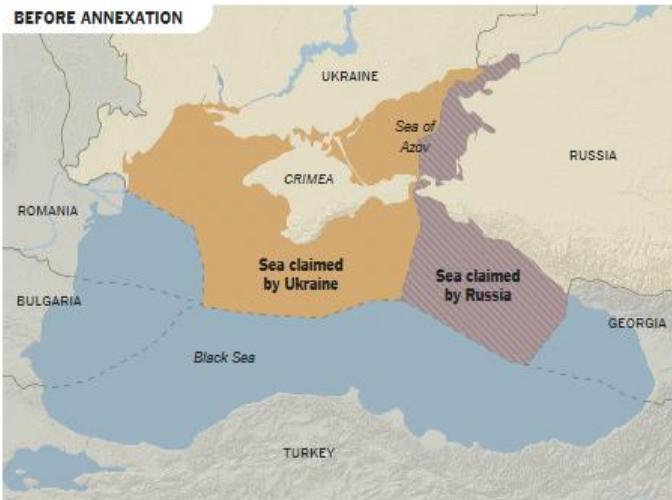
Direct subsidies to Crimea's regional budget*



Sources: Crimea Finance Ministry, author's calculations

*Converted from rubles into dollars at the average exchange rate for the year

Source: Bloomberg 17/3/2019



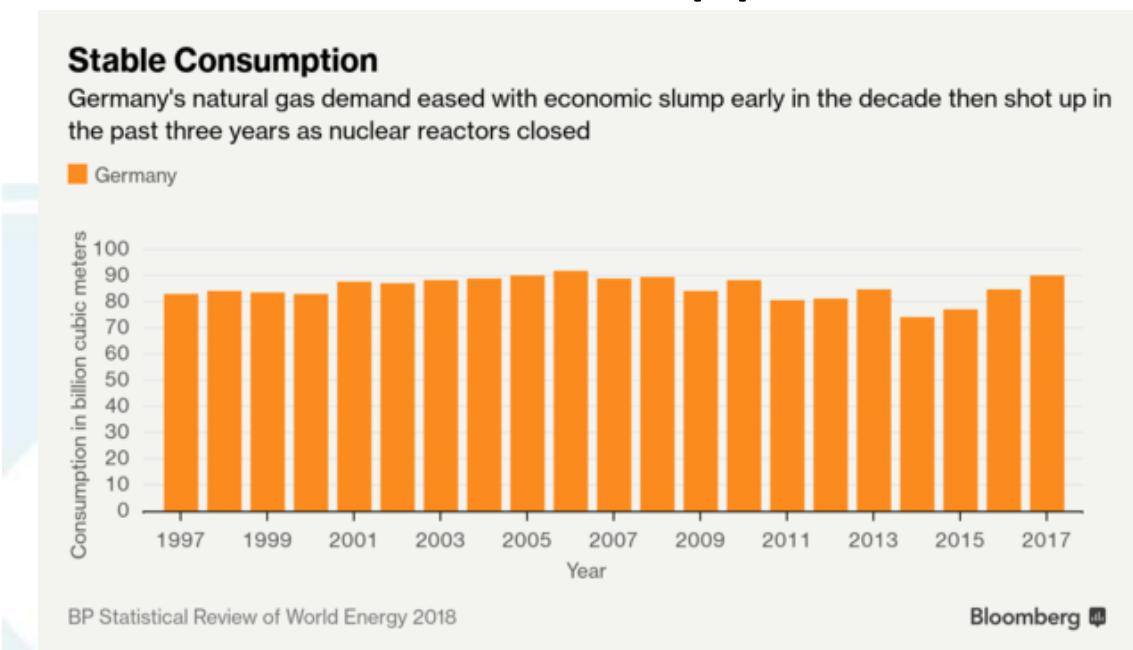
Source: Lamont-Doherty Earth Observatory of Columbia University

Coûts mais aussi ressources O&G avérées et récupérées par Moscou dans l'offshore profond au large de la Crimée...

L'équation gazière entre Kiev et Moscou

- Kiev: pérenniser les flux de gaz russe
- Moscou: contourner l'Ukraine **et/ou** augmenter un peu ses livraisons vers l'Europe; même avec Nordstream2, Gazprom continuera de dépendre très partiellement de l'Ukraine, surtout durant la période de transition à venir.
- **Quelques chiffres clés de l'équation:**
- Volumes gaz russe en transit 2018: **86 bcm en 2018** après 93 bcm en 2017 et 82 bcm en 2016 (Source Ukrtransgaz)
 - A terme: Norstream2 = 55 bcm + Turkstream (first leg) 16 bcm = **-71 bcm en transit via l'Ukraine**; il resterait environ 15 bcm en transit sans nouvelles exportations russes additionnelles
 - En 2019, la Russie va devoir négocier avec l'Ukraine, pour la période 2020 et après, avec un volume en transit encore important, suite au retard pris par Nordstream2 entre 80 bcm la première année mais ensuite moins à terme (entre 10 et 20 bcm)
 - Or la capacité de transit du réseau ukrainien est de 146 bcm et pour qu'il fonctionne correctement Kiev considère devoir disposer de 76 bcm minimum; Moscou dit beaucoup moins...
- Droits de transit: environ 2 mds USD par le passé, mais avec des droits de transit ukrainiens exorbitants; combien à terme ? Russes et Ukrainiens sont les seuls à pouvoir s'entendre et chacun devra faire un effort. L'Allemagne pourrait les y aider. La période de transition à compter de janvier 2020 sera déterminante.

3/ l'Ukraine et l'UE dans ce rapport de force est-ouest



- **L'Allemagne** : une transition énergétique complexe qui nécessitera beaucoup de gaz
- Déjà dans le top 3 des importateurs mondiaux de gaz, avec le Japon et la Chine, notamment pour remplacer les productions déclinantes de mer du Nord (Groningen NL)
- Des industries performantes et un secteur chimique très puissant directement présent dans Nordstream2 (vers un probable renforcement de la pétrochimie en base éthane)
- L'Allemagne va rester durablement le premier pays consommateur de gaz de l'UE
- Pour complaire à D. Trump, mais pas que, 4 projets de regazéification pour 2 terminaux effectifs sont à l'étude sur la Baltique : (Exxon, GNL US Freeport pour projet terminal Uniper de Wilhemshafen, 10 bcm/y; Brunsbuettel, Vopak RWE, 4 à 8 bcm/y; Stade, 5 à 8 bcm/y; Rostock 0,3 Mt/an. Les 2 premiers projets devraient être finalisés et obtenir le financement fédéral partiel annoncé.

Ukraine : moindre dépendance au gaz russe mais pas à la rente des droits de transit

- La production de gaz de l'Ukraine (publique et privée) est en hausse et des perspectives de développement existent.
- Elections: lors de la présidentielle en cours, la question de la Russie a été presque totalement absente des débats. C'est un signe évident de l'importance essentielle de la relation Kiev-Moscou pour les populations des 2 pays. C'est donc un terrain clivant sur lequel seuls les partis des extrêmes peuvent s'aventurer. Les candidats et/ou partis qui veulent gouverner doivent eux à l'inverse s'abstenir de trop instrumentaliser cette relation particulièrement sensible.
- A l'issue du deuxième tour de la présidentielle, avec Volodymyr Zelenski ou Petro Poroshenko2, l'une des questions sera de savoir avec qui le futur élu gouvernera s'agissant notamment des oligarques, qui, en l'état actuel du système politique ukrainien, sont des leviers et relais indispensables du pouvoir en place. Ce système explique la difficulté du pays à améliorer ses performances en matière de lutte contre la corruption, priorité très importante pourtant plébiscitée par la population ukrainienne.
- Autre élément majeur: les législatives d'octobre 2019, qui auront aussi une incidence sur la ligne politico-économique du futur gouvernement. Cet agenda électoral pourrait compliquer les négociations en vue du nouvel accord à trouver entre les 2 pays sur le transit du gaz russe à partir de 2020.
- En Ukraine, si l'adhésion à l'UE fait plutôt consensus, l'adhésion à l'OTAN est au contraire source de fortes divergences.

UE: une politisation inutile et instrumentalisée du dossier Nordstream2

- **FRANCE**

- France: 8 février 2019, virage présidentiel à 180° sur la directive gaz, sans doute dans un souci d'affichage pro-européen, après un soutien indéfectible de la position allemande sur Nordstream2; de ce fait la directive gaz ne pouvait plus faire l'objet d'une minorité de blocage.
- Via les bons offices de l'actuelle présidence roumaine, le 4 avril 2019, la directive gaz a été définitivement adoptée par le Parlement européen, après aval du Conseil, ceci en un temps record (2 jours ouvrables); Le projet Nordstream2, déjà volontairement freiné par ses opposants, devient encore plus compliqué à réalisé mais peut toujours en théorie être mené à son terme.

- **POLOGNE**

- Avec la République tchèque, l'actuel gouvernement polonais est de très loin, à la fois le pays de l'UE le plus hostile à Nordstream2 et le plus proche des intérêts et de la stratégie de l'administration Trump en Europe qu'il s'agisse d'énergie ou de commandes d'armements. La Pologne a aussi 2 millions d'Ukrainiens sur son sol.
- Pologne 2022 : Echéance du contrat avec Gazprom; actuellement 20 bcm de consommation , 4 bcm de production et 10 bcm de gaz russe soit 63 % de son approvisionnement actuel, mais déjà – 6% en 2018, via plus de GNL qatari. Pour l'après 2022, déjà au moins 2 contrats en négociation avancée pour du GNL US (pour remplacer les contrats spot et augmenter les volumes importés), dont Sempra Energy Port Arthur 2 Mt/an. Davantage aussi de GNL qatarien (déjà 2,7 Gm3/an). Autre projet plus hypothétique, un gazoduc venant de Norvège (9 bcm/y) et transitant, comme Nordstream2 via le Danemark, mais cette fois sans pression hostile US sur Copenhague. La Pologne et les US feront tout pour que Varsovie n'ait pas à resigner de contrat d'approvisionnement avec Gazprom. Et au pire si nécessaire, dans le grand marché gazier de l'UE, Varsovie pourra s'approvisionner en molécules de gaz estampillées UE. Peu importe qu'il y ait dedans du gaz russe.

- Pologne décembre 2018, Katowice COP24 , la Pologne déroule le tapis rouge aux énergies fossiles US en organisant avec le Département d'état US et en présence de Rick Perry, un événement parallèle pour promouvoir des combustibles fossiles propres et efficents dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. La Pologne et l'Ukraine importent aussi de plus en plus de charbon des Etats-Unis qui, eux, en consomment de moins en moins du fait de sa substitution par du gaz de schiste. La consommation US de gaz a augmenté de 10% en 2018/2017, alors que celle de charbon ne peut que baisser tendanciellement, malgré le soutien affiché de D. Trump à cette industrie.

- **ITALIE**

- L'Italie, 3^{ème} consommateur de gaz de l'UE est jusqu'ici un important client de Gazprom. Mais entre la rente que représente la présence de l'OTAN dans la péninsule et ses propres projets gaziers dans le bassin méditerranéen via l'Eni, de l'Egypte au gazoduc TANAP-TAP en passant par Chypre et la Libye, le pays doit choisir. En témoignent une première visite du président du Conseil, Giuseppe Conte à Washington en juillet 2018 (normal pour un nouveau PM), surtout suivie par celle plus étonnante de Matteo Salvini, avec des entretiens en particulier avec John Bolton et Mike Pompeo. On comprend mieux la discréption italienne sur Nordstream2, voire ses critiques, malgré le tropisme pro Poutine affiché par Matteo Salvini.
- **Quant aux écologistes européens**, qui s'opposent à l'exploitation des gaz de schiste dans leurs propres pays, ils pourraient très bien en consommer de plus en plus régulièrement via des importations croissantes de GNL US.

Conclusion provisoire et très partielle

Avec Nordstream2, la question du gaz naturel en Europe, est passée d'un enjeu d'abord politico-économique à un enjeu géopolitique et stratégique majeur suite à l'intervention de la Pologne et de Washington.

Les retards sur Nordstream2, provoqués d'abord par quelques pays d'Europe de l'est, puis soutenus par les pressions US sur certains de leurs alliés, facilitent le montage des projets GNL US et favorisent à court terme l'accès du GNL US vers l'Europe, même si son marché naturel à terme devrait être principalement l'Asie et d'autres régions du monde.

Via le GNL US, une probable globalisation des marchés gaziers est en cours, avec à terme une concurrence renforcée, côté offre comme côté demande, et selon les périodes surabondance et/ou relative tension côté offre avec volatilité des prix induite.

L'Allemagne, avec le gazoduc Nordstream2, déjà construit aujourd'hui à 37%, fait très certainement un calcul à la fois économique et stratégique de long terme dans ce contexte à venir.

La Russie, notamment face à l'élargissement de l'OTAN en Europe, est contrainte d'adopter des positions agressives, parfois préventivement comme en Crimée, mais avait-t-elle le choix, au moins dans ce cas précis ?

Dans une vision stratégique de long terme, face à la compétition Chine/Etats-Unis qui va dominer le XXIème, l'Europe, tout en restant alliée des USA dans l'OTAN, serait bien inspirée de tenter de se rapprocher autant que possible de la Russie, seul moyen pour elle d'exister face au duopole USA/Chine. Les Etats-Unis pourraient comprendre qu'il est aussi de leur intérêt de maintenir la Russie dans l'orbite européenne au lieu de la précipiter dans les bras de Pékin. Quant à la Chine, elle est déjà incontournable pour toutes les grandes entreprises et la plupart des Etats, y compris pour les Etats-Unis. Devant ces nouvelles perspectives, qui s'ajoutent aux menaces et défis globaux à traiter, les Etats-Unis seraient sans doute mieux compris et perçus s'ils acceptaient d'affiner enfin leur logiciel d'analyse toujours programmé Guerre froide, à moins que cette dernière ne constitue un axiome stratégique intangible bien commode. Pour l'actuelle administration, cet effort de réflexion semble assez peu probable.

Quant à l'UE, qui brille plus souvent par ses divisions que par son unité, placer désormais les projets d'approvisionnement énergétique en provenance de pays tiers sous l'arbitrage de la Commission de l'UE relève d'un curieux goût du risque. Cela ne va guère simplifier la tâche des futurs opérateurs sur de nouveaux projets de gazoducs, ni sur certains gazoducs existants, notamment en cas de Brexit sans accord.

L'énergie n'est pas un bien comme les autres. C'est un enjeu vital. Paradoxalement, c'est au moment même où la Russie et les Etats-Unis nous démontrent l'importance des enjeux géopolitiques directement liés aux questions énergétiques, que les Etats de l'UE acceptent de s'en remettre un peu plus encore à la Commission pour gérer ce facteur essentiel de notre sécurité collective. La volonté de l'Allemagne de finaliser à tout prix le projet Nordstream2 n'en apparaît que plus pragmatique. Même si cette décision sanctionne une interdépendance assumée avec la Russie, ce choix a au moins le mérite d'être clair. Pour le reste, premiers éléments de réponse en octobre 2019, lorsque la composition de la future Commission, issue à la base du résultat des élections européennes de mai 2019, mais surtout des tractations entre Etats qui s'ensuivront, sera connue. Agendas serrés, négociations compliquées et risques tout azimut...